



## CORPS MONDIAL DE SECOURS

USAR Urban Search & Rescue  
POUR LE SAUVETAGE DES VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES  
Association agréée de Sécurité Civile

ONG - membre de l'Organisation Internationale de Protection Civile (OIPC – ICDO)  
et de l'INSARAG à GENEVE



### COMMUNIQUE DE PRESSE DU CORPS MONDIAL DE SECOURS-USAR

Objet : Pourquoi le CMS USAR n'a pas pu partir secourir l'Indonésie.

Le CMS-USAR est une ONG française de secours de catastrophes déclarée selon la loi du 1er juillet 1901. Spécialisés en Urban Search And Rescue (recherche et extraction de victimes sous les décombres, dégagement d'accès, sécurisation...), nous intervenons en post-catastrophe immédiat, et avons vocation à nous rendre dans des zones difficiles d'accès où la population n'a pas encore reçu d'assistance.

Notre ONG est composée d'équipiers et techniciens de catastrophes (dont certains spécialisés en écoute), de binômes cynotechniques, logisticiens, infirmiers et médecins. Entièrement autonomes en matériel, nourriture et hébergement pour toute la durée de la mission, nous intervenons toujours avec l'accord du pays sinistré en quatre étapes (évaluation des besoins, mobilisation des équipes, déploiement sur zone, et assistance médicale/soutien socio-psychologique des populations).

Le 28 septembre 2018, nous activons notre cellule de veille opérationnelle : en effet, un puissant tremblement de terre de magnitude 7,5 a frappé l'île des Célèbes en Indonésie. Cette île est située à plusieurs centaines de kilomètres au nord-est de Lombok (touchée par une série de séismes en juillet et août).

Ce séisme de faible profondeur (et donc potentiellement meurtrier surtout dans une région aux habitations fragiles) a été suivi d'un tsunami dont la vague a dévasté notamment la ville côtière de Palu.

D'emblée, le premier bilan humain est difficile à obtenir, car les moyens de communication sont endommagés. Les chiffres communiqués par les autorités indonésiennes sont en dessous de la réalité, face à l'ampleur de la catastrophe, et nous savons déjà que le bilan va évoluer de façon dramatique.

Le 30 septembre (J2), les reconnaissances sont difficiles et certaines zones sont totalement inaccessibles à cause de glissements de terrain et des voies d'accès détruites. De plus, les autorités sont sans nouvelles des habitants de la région de Donggala située à 27 km de Palu. Nous activons la pré-alerte et recensons nos sauveteurs disponibles tout en faisant en même temps offre de service auprès de l'ambassade de France à Jakarta, l'ambassade d'Indonésie en France, l'INSARAG et la cellule de crise du Quai d'Orsay.

Nous proposons d'envoyer une équipe USAR (Urban Search and Rescue), un binôme cynotechnique, une équipe médicale, une station de potabilisation d'eau, et de la surveillance par drone.

Les jours suivants, malgré nos contacts pluri-quotidiens avec les ambassades et autres instances, nous faisons face à plusieurs obstacles, tandis que le bilan humain s'alourdit d'heure en heure, et que les hôpitaux sont complètement dépassés et submergés par l'afflux de blessés.

L'accès à la ville de Palu est la première difficulté. En effet, plusieurs pistes de l'aéroport ont été détruites et il est impossible d'acheminer le fret par avion. Nous étudions donc une solution par bateau.

Ensuite, le gouvernement indonésien se décidera finalement à faire appel à l'aide internationale, mais en se montrant très sélectif et restrictif. Nous savons par conséquent que le type de notre mission va se modifier (envoi d'une équipe légère, ou axée sur la médicalisation et potabilisation d'eau...), car les chances de retrouver des victimes vivantes sous les décombres s'amenuisent chaque jour, il ne sera donc plus utile d'envoyer une équipe SAR.

Le lendemain, tandis que les autorités indonésiennes demandent à ce que les équipes SAR internationales se mettent en stand-by, nous apprenons que l'île de Sumba (1 600 km Sud Est de l'île des Célèbes) a été frappée dans la nuit par deux violents séismes à 15 minutes d'intervalle et 10 km de profondeur, mais aucun bilan n'est communiqué. Cette région compte 750 000 habitants.

Finalement, jeudi 4 octobre (J6), alors que le gouvernement indonésien a déclaré que les moyens de secours nationaux suffisaient, et nos différentes sollicitations et propositions n'aboutissant toujours pas, nous avons été contraints d'annuler la mission.

L'Indonésie a bloqué ses frontières aux équipes SAR mais pas à l'aide matérielle.

Nous avons consacré toute notre énergie à mettre sur pied cette mission. Ce qui dépendait du CMS a été fait, et bien fait. Nous étions prêts à partir dès dimanche 30 septembre.

Nous n'avons pas voulu envoyer une équipe sur place sans objectifs, sans chantier défini, sans approbation des autorités. Le CMS refuse le « tourisme » humanitaire et se refuse également à dépenser l'argent de ses donateurs pour de la simple représentation.